

Une personne sur dix seulement croit à l'efficacité des plans d'austérité (14.6.12)

Bruxelles, 14 juin 2012 (CSI En Ligne) : Le mouvement syndical international a lancé un avertissement quant au sérieux décalage existant entre les déclarations antérieures des dirigeants du G20 concernant l'emploi et les mesures déployées par un grand nombre de gouvernements du G20, qui replongent les économies dans la récession et détruisent l'emploi.

L'alerte intervient à l'heure où le chômage mondial menace d'atteindre 210 millions de personnes et où 75 millions de jeunes sont sans emploi. D'après les estimations de l'OCDE et de l'OIT, il faudrait créer 21 millions de nouveaux postes par an d'ici 2015 pour que l'emploi retrouve son niveau pré-crise.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a cité un sondage d'opinion à portée mondiale commandé par la CSI selon lequel 13% à peine des personnes interrogées croient avoir une influence réelle sur les décisions économiques des gouvernements, et ce alors que l'impact des politiques d'austérité du G20 amorcées à Toronto en 2010 commencent à se ressentir au niveau des revenus et de la sécurité d'emploi des ménages.

Dans une déclaration adressée aux dirigeants des pays membres du G20, le mouvement syndical international a averti que les plans d'austérité en Europe et la suppression prématurée des dépenses publiques favorisant la croissance ont replongé les pays de la zone euro dans la récession.

« Deux tiers des personnes sondées se sont exprimées en faveur de l'investissement dans l'emploi et la croissance, contre à peine 10% en faveur de l'austérité. La lueur d'espoir qu'a pu faire naître l'émergence d'un débat au cours de ces dernières semaines en Europe reste sans suite. Outre l'absence de plan, l'espoir d'investissements dans une croissance axée sur l'emploi fait place au scepticisme », a indiqué la secrétaire générale de la CSI.

D'après le sondage mondial auquel ont pris part 13 pays, dont 10 pays membres du G20, 71 % des personnes interrogées se considèrent dépourvues de sécurité d'emploi et seules 11% affirment que leurs revenus sont supérieurs au coût de la vie.

« Les gens veulent des revenus sûrs et des emplois décents. Ils veulent une retraite dont ils puissent dépendre. Le pouvoir des gens de dépenser en toute confiance est le fondement même de la stabilité économique ; tant que les gens n'auront pas accès à un emploi décent, avec un revenu, nous ne parviendrons pas à nous sortir de la crise financière », a déclaré John Evans, secrétaire général de la CSC-OCDE.

« La cupidité des groupes d'intérêt qui tirent profit des politiques actuelles éclate au grand jour. Nous devons veiller à la régulation du secteur financier. Quatre années se sont écoulées depuis le début de la crise, or les marchés obligataires, asservis aux dictats de la Troïka européenne, continuent de dominer les politiques économiques. C'est aux gouvernements démocratiques et non aux marchés financiers qu'il appartient de définir l'agenda de la croissance », a indiqué Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

« Si nous tenons à la sécurité de nos démocraties et au plein rétablissement de nos économies, il nous faudra restaurer l'optimisme et renouer le pacte démocratique qui a été rompu en Europe et de par le monde. Les dirigeants des pays du G20 doivent se tenir à l'écoute de leurs citoyens. Bien que le G20 ait fait preuve d'efficacité lorsque la crise éclatait, il y a quatre ans, il dénote désormais un décalage croissant vis-à-vis des citoyens », a signalé Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

Les dirigeants syndicaux internationaux présents à Los Cabos sous les auspices du Labour 20 demandent :

- Un « Plan d'action de Los Cabos axé sur la croissance et l'emploi »,
- La régulation du système financier et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières,
- Un plan d'action et une participation financière du G20 à l'appui de la mise en œuvre de socles de protection sociale,
- La formalisation du L20 et du B20 aux fins d'accroître la gouvernance et la responsabilité du G20 et une réunion conjointe des ministres des Finances et du Travail des pays membres du G20,
- Des mesures concrètes en vue de la mise en application des recommandations du Groupe de travail du G20 concernant le chômage des jeunes, y compris un mandat visant à la reconduction des travaux du Groupe de travail, et ce en vue de la présentation d'un rapport à l'occasion d'une Réunion des ministres du Travail du G20 sous la présidence russe du G20.

À lire, la Déclaration du L20 au Sommet du G20 : <http://www.ituc-csi.org/declaration-du-l20-au-sommet-du.html>

Le Sondage mondial de la CSI reflète les opinions de plus de 1,4 milliards de personnes, soit 20 pour cent de la population mondiale à l'heure actuelle. TNS a procédé aux enquêtes de terrain du 10 avril au 6 mai 2012 dans 13 pays : Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, France, Allemagne, Grèce, Indonésie, Japon, Mexique, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis.

L'échantillonnage par quotas a été utilisé pour refléter les proportions nationales en termes d'âge, de genre et de région. Approximativement 1000 personnes ont été interrogées dans chaque pays, portant le total mondial à 13 087 personnes.